

Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1985)**

Heft 795

PDF erstellt am: **26.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 795 7 novembre 1985

Rédactrice responsable:
Francine Crettaz

Abonnement
pour une année: 60 francs,
jusqu'à fin 1985: 10 francs
Vingt-deuxième année

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy
Jean-Daniel Delley
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon

Points de vue:
Jeanlouis Cornuz
Pierre Lehmann

795

Inaction subnationale, vraiment?

Formidables succès de *Vigilance* à Genève et de *l'Action nationale* en ville de Lausanne.

On peut en rire d'abord, pour se garder d'en pleurer. De fait, la situation apparaît bien drôle et triste à la fois, à Lausanne en tout cas: voilà des gens qui figurent sans trop d'idées ni grand espoir sur une liste, et que le bon peuple élit en surnombre. Le tout en vue d'une «limitation de l'immigration» qui ne saurait tenir lieu de programme politique, et n'a surtout aucune possibilité de réalisation au niveau communal, — ni même cantonal d'ailleurs.

Que peut faire à l'échelle de la cité une Action nationale, qui qualifie elle-même correctement son niveau d'intervention? Strictement rien, et en tout cas pas interdire l'accès des garderies aux enfants de parents étrangers, ni empêcher la police de recruter des agents à la peau foncée, ni éviter l'enregistrement de nouveaux requérants d'asile par le contrôle des habitants.

Les principes de la politique suisse à l'égard des étrangers et des immigrants sont arrêtés au niveau fédéral, où l'autorité fixe, année après année, les effectifs autorisés à travailler dans les cantons. Quant à la décision d'octroyer ou non l'asile, elle constitue une prérogative exclusive de l'Etat fédéral; Berne se prononce définitivement sur toutes les demandes d'asile, et paye la totalité des frais de séjour en Suisse des requérants; aux cantons de leur trouver un toit au fur et à mesure des arrivées et pour la durée de la procédure.

Au niveau local, les obsédés de «la Suisse aux suisses» n'ont donc aucun moyen de traduire leur monomanie dans les faits. Ils le savent sans doute, et s'en foutent à coup sûr complètement. Car ils ne

se sentent pas élus pour faire de la politique comme les autres, eux qui ont «passé» sans programme et qui abordent le travail parlementaire sans la moindre préparation (ce dont, selon le principe de l'égalité des chances en régime démocratique, ils n'ont pas à être honteux, mais pas fiers non plus).

Eux surtout qui ont fait passer leur message simpliste avec une efficacité redoutable, jamais atteinte par les plus grands tribuns ni par les plus fins spécialistes du marketing politique. Trop d'étrangers, Suisse trop petite, autorités trop complaisantes. Terminé. Et reçu cinq sur cinq par un électeur sur six. Sans le moindre tract tous ménages, sans foule ni salées au banc du «parti», sans personnalités connues sur la liste, avec tout juste une affiche genre mobilisation, abondamment surchargée d'ailleurs et en termes souvent infamants.

Pour atteindre les citoyens-destinataires, le message a suivi d'autres canaux que ceux de la communication politique traditionnelle. Il a passé de bouche à oreille, par le courrier des lecteurs, par les photocopies négligemment laissées dans les cabines de téléphone, les trolleybus, les grandes postes. Méthodes classiques de la politique souterraine, furtive, non déclarée, insaisissable. Mais efficace.

Inutile de se faire la moindre illusion. Cette politique souterraine va s'avérer payante bien au-delà des récentes élections. Car même s'il ne sert à rien à l'Action nationale de compter proportionnellement huit fois plus d'élus au législatif de Lausanne qu'au Conseil national, elle sait que ses succès locaux pèsent déjà, et pèseront de plus en plus lourd, au niveau de décision qui l'intéresse, c'est-à-dire fédéral (un cas au moins où une réalité de la Romandie aura été perçue à Berne!).

Il est bien oublié le temps pourtant pas si lointain où M^{me} Kopp pouvait proposer une solution glo-

SUITE AU VERSO